

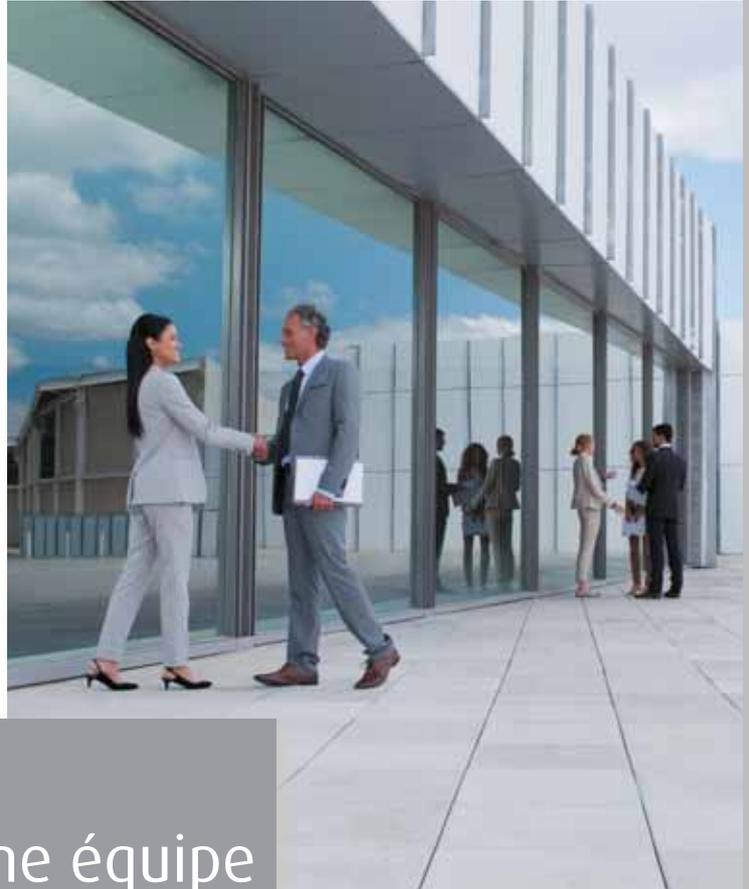
RAPPORT ANNUEL

2013



وفابايل
Wafabail





Une équipe
d'experts



SOMMAIRE



06

ORGANES DE GOUVERNANCE

06 CONSEIL DE SURVEILLANCE

07 DIRECTOIRE

08 COMITÉ EXÉCUTIF

10

MESSAGE
DU PRÉSIDENT
DU DIRECTOIRE

12

CHIFFRES CLÉS

14

ENVIRONNEMENT
INTERNATIONAL

16

ENVIRONNEMENT
NATIONAL

20

SECTEUR DU
CRÉDIT-BAIL

23

ACTIVITÉ DE
WAFABAIL

26

FAITS
MARQUANTS

28

EXAMEN DES COMPTES
DE L'EXERCICE 2013

- EXTRAIT DU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE
- RAPPORT GÉNÉRAL - COMMISSAIRES AUX COMPTES
- COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013
- RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 30/04/2014

41

LEXIQUE
ET ABRÉVIATIONS

ORGANES DE GOUVERNANCE

**M. Omar
BOUNJOU**

Représentant
Attijariwafa bank

**M. Boubker
JAI**

Président du conseil

**M. Mohamed
EL KETTANI**

Membre



**M. Ismail
DOURI**

Membre

**M. Mohamed
HAITAMI**

Membre

**M. Ali
BOUTALEB**

Membre

CONSEIL DE SURVEILLANCE

ORGANES DE GOUVERNANCE

**M. Karim IDRISSE
KAITOUNI**

Président du directoire

**Mme Najat
ESSADKI**

Secrétaire générale
Membre du directoire



**M. Hamid
HAFID**

Directeur risques,
recouvrement
et contentieux
Membre du directoire

DIRECTOIRE

ORGANES DE GOUVERNANCE

**M. Jamal
ABOUTAIB**
Responsable
recouvrement

**M. Lahoucine
ACHKAR**
Directeur
financier

**Mme Nezha
ALAOUI**
Directrice
des opérations

**Mme Sanaa
OUCIBLE**
Responsable
risques



**M.
Mohammed
AZZOUI**
Contrôleur
général

**M. Mohamed
KIASS**
Directeur commercial
marché des particuliers-
professionnels et TPE

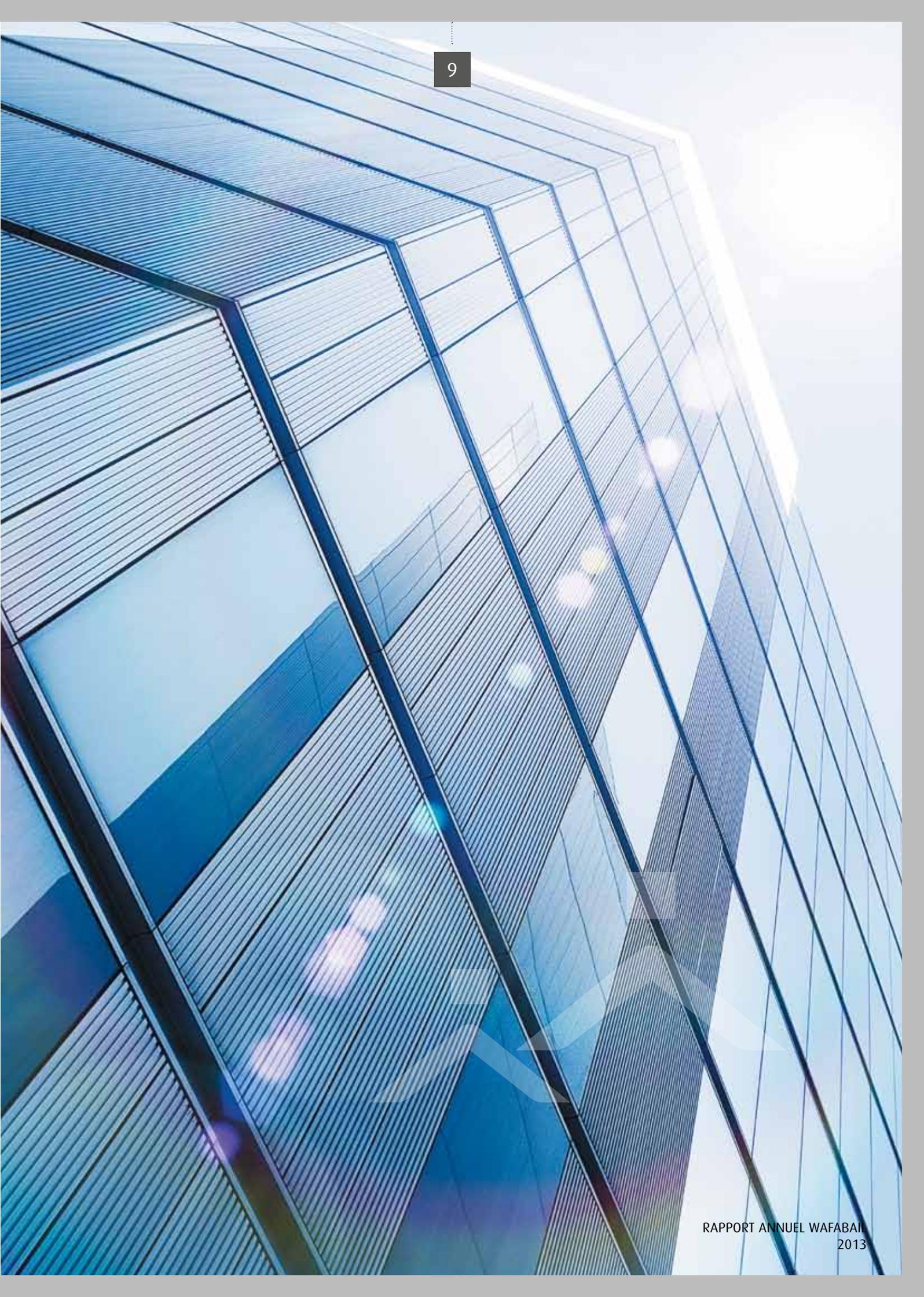
**M.
Badr-Eddine
BENCHERKI**
Directeur commercial
marché des entreprises

**M. El Hadi
KERKOURI**
Responsable ressources
humaines et moyens
généraux

**M. Anass
GHARBAOUI**
Responsable marketing
et communication

**M. Redouane
EL AISSAOUI**
Directeur
de l'organisation et des
systèmes d'information

COMITÉ EXÉCUTIF





MESSAGE DU PRÉSIDENT

2013 fut une année de défis pour le crédit-bail au Maroc. L'impact des changements de l'environnement international sur l'économie marocaine, la politique de restriction budgétaire et l'allongement des délais de paiement ont fortement pénalisé la structure de l'investissement privé. Outil de financement de l'investissement par excellence, le leasing a souffert en 2013, du recul des investissements nationaux.



Ainsi, les nouveaux financements ont fléchi de près de 5,5 % en redescendant sous la barre des 13 milliards de dirhams. Ce qui a impacté les encours dont la progression à deux chiffres connue jusqu'alors, s'est tassée pour enregistrer une petite progression de 1,2 %.

C'est dans ce contexte de marché que nous avons, au niveau Wafabail, consolidé notre place de leader du crédit-bail. Les financements ont enregistré une progression de 1,7 %, portant ainsi la production à 3,8 milliards de dirhams, ce qui nous a procuré le meilleur taux de pénétration du marché avec 29,5 %. L'encours comptable a atteint 11,3 milliards de dirhams, soit une progression de 5 %. Notre part de marché a atteint 26,7 %, confirmant le leadership de la filiale leasing du groupe Attijariwafa bank dans son marché.

Ces performances dont je suis fier sont portées non seulement par les femmes et les hommes de Wafabail, mais aussi par les réseaux commerciaux du groupe Attijariwafa bank qui nous assurent une forte couverture du territoire national et avec lesquels nous avons développé une forte synergie.

En 2010, le directoire avait proposé un plan stratégique de développement triennal pour Wafabail, dont l'un des objectifs principaux était de renforcer notre présence auprès des Très Petites Entreprises et améliorer notre efficacité opérationnelle. Je tiens aujourd'hui à féliciter l'ensemble des équipes de Wafabail, car nous estimons que les objectifs sont atteints, grâce à la détermination, l'abnégation et l'expertise de tout un chacun. Expertise que notre structure n'a pas hésité à partager avec les filiales internationales du Groupe. En effet, Wafabail a engagé à partir de 2013, un important programme de partage d'expertise pour la mise en place de l'activité leasing dans les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa bank. C'est ainsi que les filiales Société Ivoirienne de banque en Côte d'Ivoire (zone UEMOA) et Société Camerounaise de Banque au Cameroun (Zone CEMAC) ont été les premières à bénéficier de cette expertise.

Pour 2014, nous continuerons à améliorer nos standards à même de répondre aux exigences de plus en plus pointues de nos clients et servir au maximum les opérateurs économiques de notre pays. Parallèlement et conformément à la stratégie de la maison mère, nous poursuivons notre programme de déploiement de l'activité leasing dans les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa bank. L'objectif étant de généraliser l'activité dans l'ensemble des filiales de la banque à l'horizon 2016.

Karim IDRISSE KAITOUNI
Président du directoire

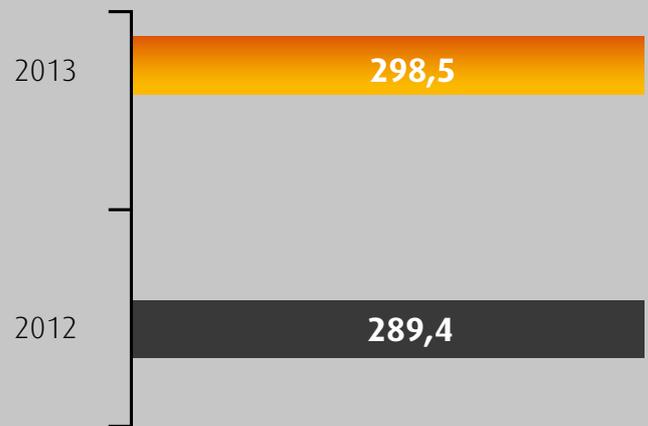
CHIFFRES CLÉS



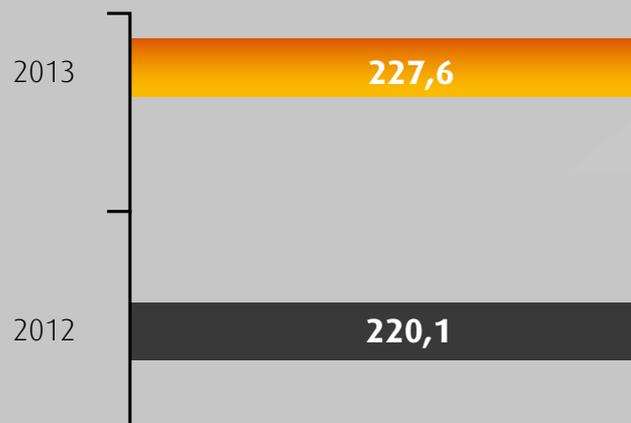
Encours net comptable (EN MILLIARDS DE DH) +5%



PNB (EN MILLIONS DE DH) +3%



Résultat brut d'exploitation (EN MILLIONS DE DH) +3%



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL



La croissance de l'économie mondiale se serait renforcée en 2013. Le FMI l'a située à 3 % au niveau mondial, soutenue par le renforcement de la croissance dans la plupart des économies avancées avec +1,3 % et une activité légèrement ralentie dans les pays émergents et en développement, tout en demeurant globalement vigoureuse puisque la progression affichée aurait été de 4,7%. Le commerce mondial aurait légèrement accéléré, après une période prolongée de faible croissance, mais les causes réelles de cette accélération seraient à chercher dans la moindre consolidation budgétaire, la convalescence du système financier et le recul des incertitudes.

ACTIVITÉ EN GRADUEL RAFFERMISSEMENT

La note de conjoncture du HCP fait état, quant à elle, d'une reprise mondiale qui se serait poursuivie au cours du quatrième trimestre 2013, tout en demeurant modérée et hétérogène d'une région à l'autre. L'activité dans les pays avancés aurait été relativement moins dynamique, affichant une croissance trimestrielle de 0,4 %, contre 0,5 % un trimestre auparavant. Les économies émergentes auraient connu, quant à elles, des situations divergentes, avec une accélération de l'activité en Chine et dans les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et une faible croissance dans les autres pays.

La croissance aux États-Unis se serait un peu relâchée au cours du quatrième trimestre 2013, passant de 0,9 % au troisième trimestre à 0,4 %, en glissement trimestriel, pâtissant du recul du marché immobilier et de la baisse de la consommation publique, en liaison avec la fermeture des services fédéraux au mois d'octobre. En revanche, l'activité au Japon aurait accéléré (+0,7 % contre +0,3 %), soutenue par le dynamisme de l'investissement public. En zone euro, la sortie de récession se serait confirmée avec une croissance de 0,3 %, contre 0,1 % au trimestre passé. Elle aurait été portée par un redressement de la demande intérieure et une contribution positive des échanges extérieurs, notamment des exportations qui auraient progressé de 1,6 %, après avoir reculé de 0,2 %, au troisième trimestre.

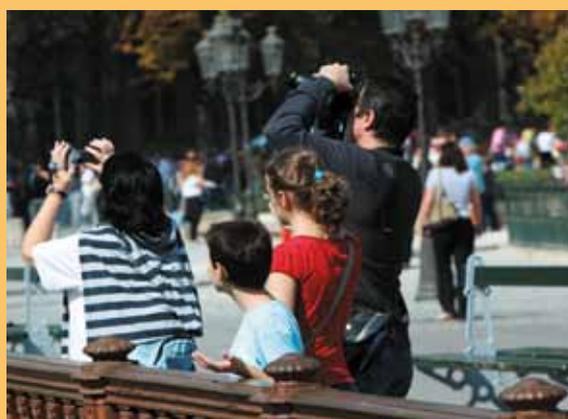
INFLATION TOUJOURS CONTENUE AU NIVEAU MONDIAL

Les tensions inflationnistes au niveau mondial seraient restées relativement contenues au quatrième trimestre 2013. Dans la zone OCDE, la hausse annuelle des prix à la consommation a atteint 1,5 % en novembre, en légère augmentation par rapport au mois d'octobre (+1,3 %). Alors qu'au niveau des pays émergents, l'évolution des prix aurait été contrastée avec une légère accélération en Inde et en Russie, et une atténuation en Chine (+3 % en novembre, contre +3,2 % en octobre).

Cette maîtrise de l'inflation résulte de la relative stabilité au niveau des prix des matières premières. Les cours du Brent ont fléchi depuis le début de décembre pour s'établir à 107 dollar/baril, compte tenu d'une légère baisse de la demande mondiale en pétrole, et une quasi-stagnation de l'offre des pays hors OPEP et une hausse de la production de schiste aux États-Unis. Pour leur part, les cours des matières premières hors-énergie seraient restés stables en décembre 2013. Dans ce contexte, les tensions inflationnistes au niveau des pays avancés demeureraient bien ancrées, d'autant plus que les capacités inutilisées au niveau de ces pays restent importantes.



BONNE PERFORMANCE DU TOURISME MONDIAL EN 2013



Le nombre des arrivées de touristes au niveau mondial se serait accru, au quatrième trimestre 2013, d'environ 3,8 %, en glissement annuel. À l'exception du Moyen-Orient dont les arrivées se seraient rétractées, les autres régions du monde auraient contribué positivement à cette évolution. En Europe, les arrivées de touristes internationaux auraient progressé de 3,9 %, profitant des bons résultats de l'Europe du Nord et de l'Europe méridionale et méditerranéenne.

Pour la région de l'Asie du Pacifique, elle aurait connu un accroissement de 4,6 % de ses arrivées, grâce aux bonnes performances de l'Asie du Sud. En Afrique, la croissance aurait été alimentée par la progression du nombre des arrivées de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne, pour atteindre +5,9 %. Les arrivées en Amérique auraient enregistré, pour leur part, une augmentation de 5,1 %, profitant du raffermissement au niveau des régions de l'Amérique du Nord et centrale.

Globalement, l'activité touristique mondiale aurait clôturé l'année 2013 avec une hausse de 5 % des arrivées, dépassant les prévisions, et un total de 52 millions de touristes supplémentaires ayant parcouru le monde durant cette période. La région de l'Europe vient en tête des destinations en termes de nombre d'arrivées de touristes internationaux supplémentaires (29 millions de touristes de plus). Pour les perspectives de l'année 2014, l'Organisation Mondiale du Tourisme prévoit une hausse de 4 à 4,5 % pour les arrivées internationales.

ENVIRONNEMENT NATIONAL

Le rythme de croissance du PIB au Maroc, se serait accéléré en 2013, atteignant près de 4,3 % selon le Haut Commissariat au Plan (HCP), soutenu essentiellement par l'activité agricole qui a enregistré une progression de 18 %, alors que les activités hors agriculture n'enregistraient que 2,4%. Les secteurs secondaires se seraient accrus de 2,2%, alors que les secteurs tertiaires auraient enregistré un rythme de croissance de 2,9%. Même en léger repli, le déficit commercial reste extrêmement élevé, compensé par un bond de 24% des investissements directs étrangers (IDE). Toutefois, l'investissement productif est resté atone, avec une progression de 0,9% seulement.

Agriculture & pêche



En 2013, le rythme de croissance de la production agricole a culminé à son plus haut niveau enregistré ces cinq dernières années. La valeur ajoutée agricole aurait progressé de 18,5 % bénéficiant de conditions climatiques favorables. Par contre, à fin décembre, le cumul pluviométrique a affiché une régression de 45 %, en variation annuelle. Le taux de remplissage des barrages à usage agricole s'est également contracté. Par ailleurs, les échanges extérieurs de produits agricoles sont devenus structurellement défavorables sur les deux dernières décennies. D'ailleurs, encore une fois, la dernière campagne agricole a été marquée par une baisse des quantités exportées.

La valeur ajoutée du secteur de la pêche aurait augmenté de 5,2 % en variation annuelle, profitant du raffermissement des variétés à haute valeur ajoutée. La production de la pêche côtière a été davantage destinée aux industries de congélation et de la farine-huile de poissons. Les volumes à destination de la consommation locale et des industries de conserve sont restés presque stables. Les volumes exportés se sont améliorés de 21,2 %. Les expéditions des poissons hors conserves y ont contribué à hauteur de 13,9 points et celles de crustacés, mollusques et coquillages à hauteur de 12,8 points, alors que les exportations des poissons en conserve n'ont contribué que pour 2 points seulement.

Mines & Énergie



L'année 2013 se serait achevée sur une contraction de l'activité minière et ce malgré la légère reprise en fin d'année. Les extractions de minerais non-métalliques ont souffert de la baisse des demandes étrangère et locale ainsi que de la régression de la production de phosphate brut. Les minerais métalliques ont, quant à eux, enregistré une baisse de production en raison de la faible demande européenne et du recul des prix, probablement dû à la mise en service de nouvelles exploitations mondiales et à une conjoncture économique mondiale plutôt terne.

Pour leur part, les activités énergétiques se sont redressées, affichant au quatrième trimestre une hausse de 2,6 % soutenue par la branche d'électricité, dont la production se serait améliorée de 3,8 %. La branche raffinage aurait, quant à elle, poursuivi son ralentissement. La production du pétrole se serait contractée de 3,5 %. Cette baisse est intervenue dans un contexte marqué par la poursuite du reflux des cours internationaux des matières premières. C'est ainsi que les quantités importées de pétrole brut se seraient inscrites en hausse de près 2,3 %.

L'industrie et le BTP



À fin 2013, les industries de transformation se seraient redressées de 0,7 %. Globalement, le glissement annuel de la valeur ajoutée industrielle n'a pas dépassé 1 %, contre 2,5 % en 2011. À l'exception de la chimie et la parachimie, cette conjoncture défavorable aurait affecté toutes les autres branches industrielles. Affichant des évolutions négatives avoisinant les -3 % en glissement annuel tout au long de l'année, les branches textile et cuir ainsi que celle des industries liées au bâtiment, auraient été les plus touchés. Cette dernière a subi le relâchement de l'activité du BTP, faisant reculer sa valeur ajoutée de 0,5 %.

L'année 2013 a été une année peu favorable pour le secteur du bâtiment et des travaux publics. Le secteur a connu un recul de son activité, résultat de la conjonction de plusieurs facteurs endogènes et exogènes. En effet, le repli de la demande adressée au secteur de l'immobilier, la baisse de l'investissement privé dans le secteur, ainsi que les contraintes liées au financement par les crédits immobiliers sont autant d'éléments ayant affecté la croissance de la construction tout au long de l'année écoulée. Les transactions effectuées sur les biens immobiliers ont continué d'enregistrer une régression, réduisant ainsi les pressions sur les prix qui demeurent en dessous de leur niveau de moyen terme (+0,1 %). Par ailleurs, les crédits à l'immobilier, accordés aussi bien aux particuliers qu'aux promoteurs immobiliers, marquent toujours une croissance en dents de scie, confirmant également la fragilité du secteur.

Demande intérieure et prix à la consommation



La demande intérieure aurait continué de soutenir la croissance nationale avec une consommation des ménages en progression de 3,9 %. Certes, la consommation finale aurait bénéficié d'une amélioration de l'offre de produits agricoles, retombée positive d'une campagne agricole exceptionnelle et d'une modération relative des prix à la consommation, qui seraient passés de 2 % une année plus tôt à 1 %, mais elle aurait pâti d'un ralentissement qui a marqué les activités secondaires et d'une baisse des revenus extérieurs de 4,7 %.

Par ailleurs, sur l'ensemble de l'année 2013, l'inflation a été de +1,9 %. Dans le non-alimentaire, l'impact de la progression des prix des services a été prépondérant, suivi par celle des prix des produits manufacturés, en particulier ceux des articles d'habillement et des chaussures. Les prix des produits alimentaires ont enregistré une hausse notable sur la première moitié de 2013.

Balance commerciale et recettes de voyages, transferts MRE et IDE



Sur l'ensemble de l'année 2013, les transferts des MRE se sont inscrits en légère baisse (-0,7%), influencés par les baisses survenues aux premier et dernier trimestres 2013, se situant ainsi, en dessous de leur niveau tendanciel. Quant aux recettes voyages, elles ont légèrement reflué (-0,5%), pour atteindre 57,6 milliards de dirhams, soit un niveau inférieur à celui réalisé en 2010 et 2011 (respectivement 58,9 et 59,1 milliards de DH). S'agissant des recettes des IDE, elles ont par contre augmenté de 26% pour atteindre 40,2 milliards de dirhams.

En 2013, la demande mondiale adressée au Maroc aurait progressé de 1,6%, contre 0,8% un an plus tôt. Les exportations de biens en valeur ont clôturé l'année, avec un recul de 1,1%, essentiellement en raison de la baisse des ventes extérieures des phosphates et dérivés. Les exportations hors phosphates se sont, pour leur part, orientées en hausse de 6,7%, tirées par les bonnes performances des industries alimentaire (+7,8%) et automobile (+23,3%). Les importations de biens en valeur se sont repliées de 2%, profitant de l'accalmie relative des prix mondiaux des matières premières alimentaires et énergétiques. Avec un recul de 2,8% du cours du baril de Brent, la facture pétrolière s'est allégée de 4,2%. Au final, la balance commerciale du Maroc a vu son déficit s'alléger de 2,8% ce qui s'est traduit par une hausse du taux de couverture de 0,4 point atteignant 48,2%.

Bourse des valeurs



Au terme de l'année 2013, la bourse des valeurs de Casablanca a affiché une croissance négative. Les indices MASI et MADEX ont affiché, en 2013, une régression de 2,6% chacun. Leur évolution a été marquée par des variations d'ampleur inégale. Si la moitié des secteurs cotés ont enregistré des performances négatives, ce sont surtout les valeurs à grande capitalisation qui ont sous-performé le marché. L'hésitation qui a marqué le comportement du marché depuis le début de l'année a été remplacée par un certain optimisme des investisseurs. C'est ainsi qu'une grande part des secteurs économiques cotés a vu une reprise de sa valorisation boursière. Dans ce contexte, la capitalisation boursière s'est sensiblement appréciée au quatrième trimestre 2013 pour se situer à 451,1 milliards de dirhams.

L'investissement



La croissance de l'investissement productif serait restée modeste, sous l'effet d'un recul de l'investissement en travaux publics. La formation brute de capital serait par conséquent restée peu soutenue. L'investissement en produits industriels aurait poursuivi sa tendance haussière à un rythme modéré. Les importations de biens d'équipement auraient augmenté de 13,1% au quatrième trimestre. Alors que l'investissement dans le secteur du BTP accusait une baisse. Dans l'ensemble, la progression de la FBC se serait située aux environs de 0,9%, en glissement annuel.



LEASING

Le secteur Crédit-bail

Souffrant du tassement de l'investissement productif au niveau national, l'activité leasing au Maroc a enregistré un nouveau recul de l'ordre de -5,5% en 2013, après les -8,2% enregistrés en 2012.

L'année 2013 a été éprouvante à cause notamment des délais de paiement, de l'attentisme de certains investisseurs en vue d'un quelconque signe de reprise, de l'impact de l'allongement des périodes de basse production avec les sorties en vacances de plus en plus prématurées en raison du décalage du mois sacré de Ramadan durant la période estivale, suivi des arrêts des chantiers BTP prolongés durant la période de l'Aïd coïncidant avec la rentrée. Autant d'éléments qui ont favorisé un tassement de l'investissement productif de manière générale, affectant directement la performance des financements en leasing.

De manière générale le nombre d'opérations a été en forte baisse. En effet, les financements du secteur ont porté sur 12 992 dossiers soit 2 446 dossiers en moins par rapport à 2012, ce qui équivaut à près de 15,8% de baisse alors qu'un an auparavant le marché avait enregistré un recul de -1,3% par rapport à 2011. Cette baisse est essentiellement due au Crédit-bail Mobilier qui a enregistré 12 691 financements, en régression de 15,8% (-2 389 dossiers). Le Crédit-bail Immobilier enregistrait un recul du même niveau en pourcentage avec -15,9%, mais moins impactant en nombre, puisqu'avec 57 dossiers en moins les CBI ont été de 301 dossiers seulement.

Évolution de la production Crédit-bail au Maroc (En milliards de dirhams)



Source : statistiques APSF au 31/12/13

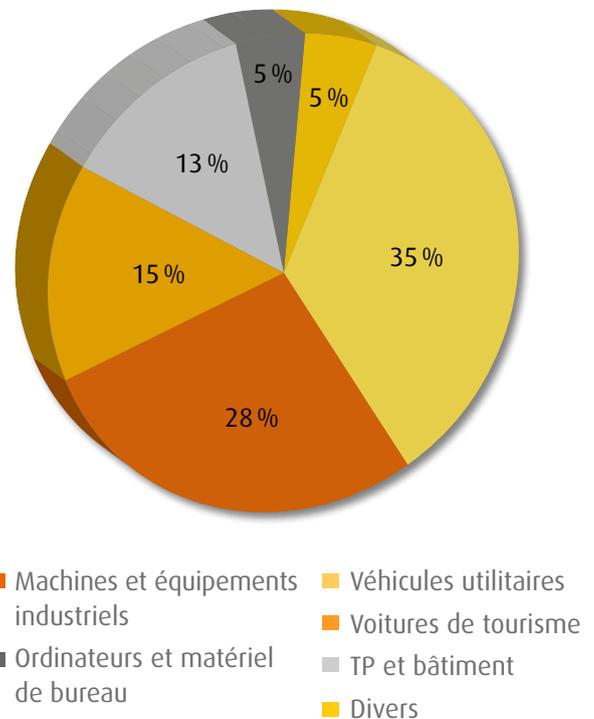
En volumes de financements, le Crédit-bail mobilier (CBM) a enregistré un recul de 7,5 % avec un peu plus de 10 milliards de dirhams. Une régression plus importante que celle enregistrée en 2012, puisqu'avec 11 milliards de dirhams l'évolution a été de -6,9 %. La progression de la demande en Crédit-bail immobilier (CBI), a atténué la baisse de la production globale. En effet, avec près de 90 millions de dirhams de plus par rapport à 2012, le CBI a pris 3,6 % en volumes de financements.

Malgré une baisse significative du nombre de projets financés (-12,8 %), le secteur des transports et communications a bénéficié de 115 millions de dirhams de CBM de plus par rapport à 2012, puisque l'enveloppe totale accordée par le marché en 2013 s'est appréciée à 1,8 milliards de dirhams. Situation due essentiellement à la progression du financement moyen qui est passé de 0,86 millions de dirhams à 1,05 milliards de dirhams respectivement en 2012 et 2013. Par ailleurs, les financements en crédit bail accordés aux secteurs des IMME et des industries extractives ont progressé de 54 % et 65 % respectivement, profitant du dédoublement des financements moyens (+102 % et +111 %) et ce, malgré la perte de 1/5 du nombre d'enveloppes allouées. Avec une perte de vitesse de l'ordre de 20 % en volumes et 26 % en nombre, le secteur du Commerce et réparation automobile se place en 3^{ème} principal bénéficiaire des financements en CBM, suivi du secteur des constructions qui, avec 1,4 milliard de dirhams pour 1722 contrats, a, pour la 3^{ème} année consécutive, régressé de 18 % en volumes et nombres de financements puisque le contrat moyen n'a quasiment pas varié (-0,3 %).

À l'instar de l'année 2012, la moitié des Crédits-bails mobiliers alloués, à tous secteurs confondus, soit 5,119 milliards de dirhams, a servi aux investissements en matériels roulants et utilitaires ainsi qu'en voitures de tourisme, avec respectivement 3,606 et 1,514 milliards de dirhams. Le marché du matériel roulant et utilitaire a enregistré une baisse de 11 % dans les financements en CBM de 2013, alors que celui de la voiture de tourisme a réalisé la même performance que l'année 2012, sachant que cette dernière a bénéficié de l'effet Auto-Expo 2012. Par ailleurs, les machines et équipements industriels, considérés comme les investissements classiques financés en leasing, ont vu leur part réduite à 28 %, avec un total de 2,891 milliards de dirhams, en perte de vitesse de près de 15 %. Les matériels de BTP ont vu le niveau de leurs financements progresser puisqu'ils ont engrangé 16,3 % de plus qu'en 2012, dopés par un contrat moyen de 34 % plus important en termes de montants.

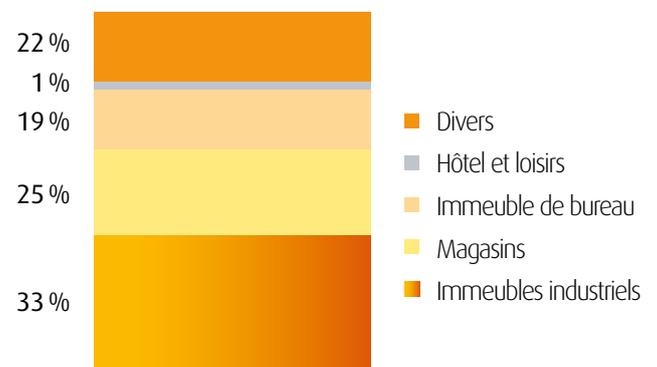
33 % des CBI distribués par la profession en 2013, ont été destinés à l'investissement dans les locaux commerciaux, et ce, malgré le recul des financements de ce type de biens immobiliers de l'ordre de 3,2 % en volume et 24,8 % en nombre. L'immobilier professionnel a, pour sa part, connu un regain d'intérêt pour le financement en leasing puisque le nombre de financements enregistrés durant l'année s'est accru de 8 % pour atteindre 121 contrats. Au total, ce type de bien a bénéficié d'un financement global de 650 milliards de dirhams en 2013 soit 37,5 % de plus qu'en 2012, profitant aussi de l'accroissement du contrat moyen de l'ordre de 27,3 % passant à 5,37 millions de dirhams contre 4,22 millions de dirhams un an auparavant.

Financements CBM par type de matériel



Source : statistiques APSF au 31/12/13

Répartition des CBI par type d'immeubles financés



Source : statistiques APSF au 31/12/13



Au final, la baisse des financements CBM aurait pu être plus significative en montant si le volume de dossier moyen ne s'était pas apprécié. En effet, en 2012, le contrat moyen perdait près 5 % par rapport à 2011 en chutant à 782 KDH, l'année dernière le montant du financement moyen est passé à 812 KDH prenant au passage près de 10%. Les financements CBI ont également été plus importants avec une moyenne de 8 469 KDH, soit 13,2 % de mieux qu'en 2012.

La faible progression qu'enregistre la production du secteur depuis 2009 a fortement pénalisé l'évolution des encours. Ainsi, le niveau des encours comptables ne cesse de se tasser depuis 3 ans : +8 % en 2011, +2,7 % en 2012 et seulement 1,1 % en 2013.

Au 31 décembre 2013, l'encours comptable du secteur s'est établi à 41,3 milliards de dirhams. À l'instar de l'année 2012, les encours CBI ont progressé de 6,3 % alors que ceux du CBM ont régressé de 1,3 %, contre une légère progression de 1,1 % un an auparavant.



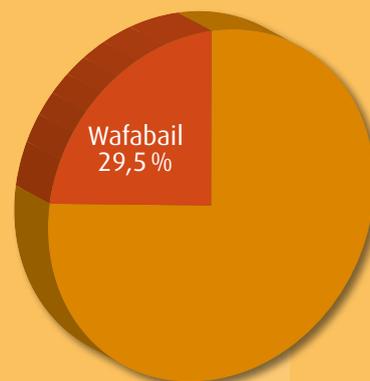
Activité Wafabail



Au terme de l'année 2013, l'évolution des financements de Wafabail s'est inscrite sur une tendance positive et ce, malgré une régression affichée par le marché. Cette performance a essentiellement été réalisée grâce à l'appui des réseaux commerciaux d'Attijariwafa bank, mais aussi au développement de l'activité vente directe et a conféré à Wafabail le rang de leader du marché.

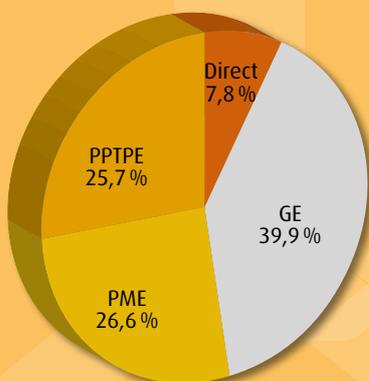
La filiale leasing du groupe Attijariwafa bank a clôturé son exercice avec 3,789 milliards de dirhams de financements, soit une progression de près de 2 % par rapport à l'année 2012, lui conférant ainsi le meilleur taux de pénétration du marché, soit 29,5 %, en hausse de 209 pdb par rapport à l'année de référence.

Taux de pénétration de Wafabail



Source: Statistiques APSF au 31/12/13

Financements Wafabail par marchés



Source: Wafabail

Conformément à la stratégie développée par le groupe Attijariwafa bank, la participation des réseaux commerciaux d'Attijariwafa bank a été très significative dans la production globale de Wafabail. Ainsi, la ligne métier Particuliers et Professionnels & TPE a contribué à la production de Wafabail à hauteur de 26 % avec un total financement de 972 millions de dirhams en progression de 6,6 % par rapport à 2012, ce qui démontre la volonté et les efforts de Wafabail pour développer et vulgariser le crédit bail auprès de cette frange d'investisseurs. La ligne métier Entreprises, pour sa part, a enregistré 1,009 milliard de dirhams de financements, perdant au passage 7 % en volumes par rapport à 2012 et 3,2 % en termes de poids par segment. Enfin, la ligne métier Grandes Entreprises a porté sa contribution à près de 40 % avec 1,511 milliards de dirhams, soit 279 millions de dirhams de mieux qu'en 2012. Enfin, les non clients Attijariwafa bank ont été financés à hauteur de 297 millions de dirhams chez Wafabail, contribuant ainsi à hauteur de 8 %.

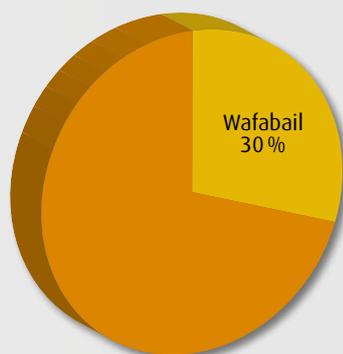
La production globale de Wafabail a été répartie sur 3 872 dossiers en recul de 17,5 % par rapport à 2012, qui avait enregistré 4 695 dossiers et qui avait bénéficié de l'effet Salon Auto Expo. Par ailleurs, près d'un investissement sur trois ayant fait appel au leasing a été financé par Wafabail en 2013.

Par type de financements, 3 786 dossiers ont porté sur le CBM en 2013 contre 4 572 dossiers en 2012, soit une régression de 17,2%. Le dossier CBM moyen a pour sa part, progressé de 35,3% passant de 673 KDH en 2012 à 911 KDH en 2013. Le nombre de dossiers CBI de l'année a quant à lui chuté à 86 financements contre 123 un an auparavant. Cette régression de 30,1% s'est accompagnée d'une contraction du montant du dossier moyen à 3 948 KDH, perdant près de 25 % par rapport à 2012 où il était de 5 254 KDH.

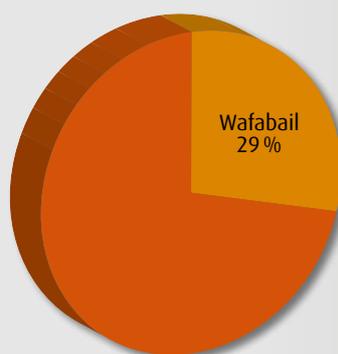


Parts de marché de Wafabail

En nombre de dossiers financés

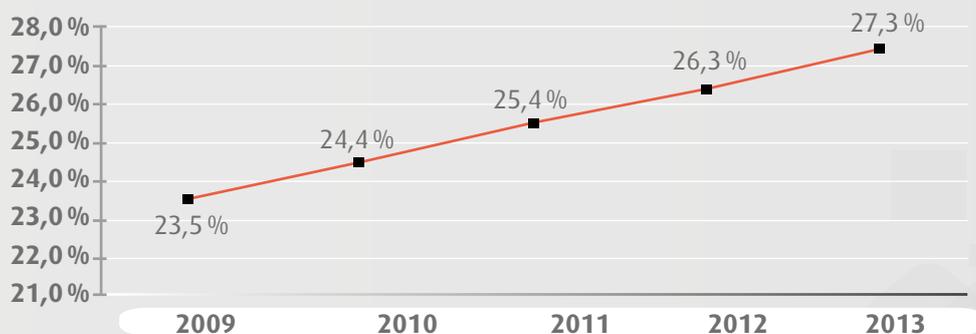


En nombre de dossiers en cours



Source : statistiques APSF au 31/12/13

Évolution de la part de Wafabail dans les encours comptables dans le marché



Les encours comptables de Wafabail ont crû de 5,3 % alors que le marché a enregistré une progression de 1,1 % seulement. La part de marché de la filiale leasing du Groupe Attijariwafa bank, dans les encours, a ainsi été portée à 27,3 % lui conférant, par la même occasion, le rang de leader du marché.

Source : statistiques APSF au 31/12/13

Faits marquants



Depuis 37 ans, l'histoire de Wafabail ne cesse de s'enrichir d'évènements qui l'ont fait grandir et devenir un leader incontesté du marché du Crédit-bail au Maroc. Chaque année, nous enrichissons cette rubrique par les derniers faits marquants.

1976 : création de Crédicto sous l'impulsion de la Compagnie Marocaine de Crédit et de Banque (CMCB).

1985 : crédicto devient Wafabail dans le sillage du changement de la dénomination de la CMCB vers Wafabank.

1998 : création d'Attijari Locabail sous l'impulsion du groupe Banque Commerciale du Maroc (BCM)

2003 : Attijari Locabail devient Attijari Leasing.

2004 : fusion de Wafabail et Attijari Leasing. Depuis, Wafabail s'est hissée au rang de leader du marché du Crédit-bail en adoptant une stratégie d'adossement sur le réseau commercial d'Attijariwafa bank pour servir, essentiellement, les clients de sa maison mère. Cette stratégie a conféré à Wafabail une large couverture du territoire et une bonne maîtrise de son portefeuille.

2010 : Wafabail adopte un plan stratégique sur trois années, à même de lui assurer la pérennité de leader. Dans ce sens, la synergie avec les réseaux de la maison mère restant partie intégrante du nouveau plan stratégique, Wafabail s'ouvre désormais à l'ensemble des opérateurs composant le tissu économique du Royaume. Elle entend ainsi mettre son expertise en matière de conseil et d'accompagnement, dans le financement en leasing, au service des investisseurs quelle que soit leur taille, leur genre ou encore leur affiliation bancaire.

2011 : soucieuse de l'image qu'elle porte auprès de ses clients et partenaires, Wafabail a fait appel à un important cabinet d'études, pour dresser un bilan d'image et de notoriété de l'entreprise. L'étude a confirmé la bonne image de Wafabail avec en prime, l'un des résultats phares de l'étude: le taux de satisfaction globale de la clientèle vis-à-vis de Wafabail, qui s'est établi à 96 % contre 82 % pour le reste des opérateurs de Crédit-bail au Maroc.

Forte de ce constat, Wafabail adopte une nouvelle identité visuelle et une nouvelle signature: « investissez en toute confiance ».

2012 : Wafabail ouvre sa première représentation régionale à Agadir, marquant ainsi un nouveau tournant dans son histoire et aussi pour rappeler son intérêt pour la région du Sous-Massa et la volonté d'accompagner de manière plus soutenue l'investissement dans la région. En parallèle, une stratégie commune avec la maison mère Attijariwafa bank est mise en place, pour soutenir le développement de la Très Petite Entreprise (TPE) sur l'ensemble du territoire national, en lui proposant des solutions de financement en crédit-bail sur mesure.

2013 : le 11 avril, Wafabail inaugure son nouveau siège au 39-41, boulevard Moulay Youssef. Pour l'occasion une cérémonie a été organisée dans l'enceinte même du bâtiment, à laquelle ont été conviés hommes d'affaires, investisseurs, clients et partenaires de Wafabail ainsi que le top management du groupe Attijariwafa bank, la maison mère.

Octobre 2013, l'expertise de Wafabail s'exporte en Afrique subsaharienne : conformément à la stratégie de la maison mère, Wafabail a lancé un vaste programme de déploiement de l'activité leasing dans les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa bank. C'est ainsi que la Société Ivoirienne de Banque (SIB) en zone UEMOA et la société Camerounaise de Banque en zone CEMAC ont été les premières à bénéficier de l'expertise de Wafabail et ont implémenté l'activité Crédit-bail parmi leurs lignes métiers. L'objectif étant de généraliser l'activité dans l'ensemble des filiales subsahariennes de la banque à l'horizon 2016.

EXAMEN DES COMPTES DE L'EXERCICE 2013



EXTRAIT DU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

ACTIVITÉ DE WAFABAIL EN 2013

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2013

L'exercice 2013 a été marqué par :

1- Le maintien du leadership en termes de production

En dépit d'une baisse du nombre de dossiers produits (3 872 en 2013 vs 4 693 en 2012), Wafabail garde le leadership du secteur en termes de production en montant, avec une part de marché de 29,5 %, soit un montant moyen de financement de 979 000 dirhams... Ce constat permet de relever que le risque crédit est atomisé et que le potentiel de dossiers drainés par le réseau Attijariwafa bank reste de taille.

2- Une position de leader du Crédit-bail au Maroc en termes d'encours financier

Wafabail a réalisé une percée durant l'exercice 2013 et occupe désormais une position de leader du secteur en termes d'encours avec une part de marché de 26,7 %, devançant ainsi ses principaux concurrents...

3- Des indicateurs commerciaux

Dans un contexte de ralentissement de croissance du marché de Crédit-bail, Wafabail a enregistré en 2013, une légère performance au niveau de la production.

En effet, La production de Wafabail a atteint 3,8 milliards de dirhams, en progression de 1,7 %, soutenue par une évolution positive au niveau du Crédit-bail Mobilier (+12,1 %).

De même, l'encours financier à fin 2013 s'est établi à 11,5 milliards de dirhams, dont 2,7 relatifs au Crédit-bail immobilier, soit une évolution de 5,1 % contre une progression de 1,2 % pour l'ensemble du secteur.

4- La poursuite de déploiement de projets transversaux structurants

Durant l'année 2013 et conformément à la stratégie adoptée, Wafabail a poursuivi le déploiement de ses projets structurants et d'amélioration de l'efficacité opérationnelle, requalifiant ainsi la maîtrise des process à un niveau supérieur.

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

- **Les Produits d'Exploitation Bancaire :** ils s'établissent à fin 2013 à 3 663 386,389,39 DH, marquant une progression de 2,61 % par rapport à l'exercice 2012.
- **Les Charges d'Exploitation Bancaire :** elles atteignent 3 364 913,603,65 DH, progressant de 2,57 % par rapport à l'exercice précédent.
- **Le Produit Net Bancaire :** il s'établit à 298 472 785,74 DH, soit une hausse de 3,14 % par rapport à l'exercice précédent.
- **Les Charges Générales d'Exploitation :** elles s'établissent à 71 312 483,34 DH, soit une variation à la hausse de 2,12 %, par rapport à 2012.
- **Les Dotations Nettes aux Provisions et Pertes sur Créances Irrécupérables :** pour les créances en souffrance 2013, les dotations aux provisions pour dépréciation enregistrent une hausse de 19,45 %, passant de 101 209 585,74 DH en 2012, à 120 896 767,08 DH en 2013.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance affichent également une augmentation de 32,25 % par rapport à 2012, passant de 42 083 511,15 DH à 55 659 157,83 DH en 2013.

Il en résulte que les dotations nettes de reprises affichent une hausse de 10,34 % pour s'établir à 65 237 609,25 DH.

- **Le Résultat de l'exercice :** le résultat net de l'exercice s'est soldé par un bénéfice de 99 100 891,77 DH contre 99 921 425,23 DH au titre de l'exercice précédent. Il est à préciser que le résultat net 2013 tient compte d'une provision pour risques de 5 millions de DH. Total Bilan : au 31 décembre 2013, le total bilan de Wafabail s'est accru de 2,46 %, pour atteindre un montant de 10 696 036 511,19 DH contre 10 438 912 895,97 DH au titre de l'exercice précédent.
- **Total Bilan :** au 31 décembre 2013, le total bilan de Wafabail s'est accru de 2,46 %, pour atteindre un montant de 10 696 036 511,19 DH contre 10 438 912 895,97 DH au titre de l'exercice précédent.

STRUCTURE FINANCIÈRE

- **Les fonds propres :** le total des fonds propres et assimilés s'établissent à fin 2013 à 805 832 730,60 DH, contre 753 904 894,28 DH à fin 2012, soit une évolution de 6.9 %.
- **Endettement :** l'endettement de la société à fin 2013 s'établit à 9 180 482 532,28 DH contre 9 127 719 825,39 DH soit un accroissement de 0.58 %. Wafabail se refinance essentiellement par le biais des crédits à court et moyen terme, par les DAT et par un programme d'émission de Bons de Sociétés de Financement (BSF) d'une enveloppe de 5 000 000 000 DH, qui a fait l'objet d'émissions totalisant 3 030 500,000 DH.

DONNÉES SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture	(B) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			(C) Dettes échues de moins de 30 jours	(D) Dettes échues de moins entre 31 et 60 jours	(E) Dettes échues de moins entre 61 et 90 jours	(F) Dettes échues de plus de 90 jours
A = B + C + D + E + F						
Date de clôture EXERCICE 2012						
Fournisseurs Métier						
Date de clôture EXERCICE 2013	268 444 009,12	19 518 755,92	230 887 825,22	11 638 800,49	6 398 627,49	
Fournisseurs Hors Métier						
Date de clôture EXERCICE 2013	2 991 012,08	1 011 572,54	1 642 330,10	104 207,23	52 608,41	180 293,80
Total Fournisseurs						
Date de clôture EXERCICE 2013	271 435 021,20	20 530 328,46	232 530 155,32	11 743 007,72	6 451 235,90	180 293,80

PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Les états de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2013, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

- **Bilan :** les principaux postes du bilan figurent ci-après en annexe.
- **Compte de résultat :** le compte de résultat de l'exercice est reproduit ci-après en annexe.

RÉSULTAT DISTRIBUABLE ET PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le compte de produits et charges présente au 31 décembre 2013 un résultat bénéficiaire de 94 100 891,76 DH, affecté comme suit :

Report à nouveau	:	370 631 854,42 DH
Bénéfice Net Social	:	99 100 891,77 DH

Bénéfice Distribuible :		469 732 746,19 DH
Distribution des Dividendes	:	- 50 000 000,00 DH

Report à nouveau créateur	:	419 732 746,19 DH

Ainsi, le report à nouveau créateur après affectation s'établit à 419 732 746,19 DH.

AXES DE DÉVELOPPEMENT 2014

S'agissant des perspectives 2014, Wafabail affiche des ambitions fortes de croissance, lui permettant ainsi de confirmer sa position de leader sur le marché du leasing aussi bien en termes de production que d'encours.

Les principaux axes de développement 2014 portent sur :

- la poursuite de développement commercial avec des actions ciblées par segments clientèle ;
- l'assistance aux filiales sub-sahariennes du groupe Attijariwafa bank pour l'implémentation et l'industrialisation des process leasing au sein de leurs structures.
- poursuite du déploiement des projets structurants.

RAPPORT GÉNÉRAL COMMISSAIRES AUX COMPTES

Deloitte.

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
Casablanca - Maroc

WAFABAIL S.A.

39-41, Bd. Moulay Youssef - Casablanca

M  **MAZARS**

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca - Maroc

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2013

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société WAFABAIL, comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 742393 dont un bénéfice net de KMAD 99 101.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société WAFABAIL au 31 décembre 2013 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous soulignons que WAFABAIL a fait l'objet d'un contrôle de l'administration fiscale, portant sur les exercices 2009 à 2012 inclus, couvrant l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu et les droits d'enregistrement et sur les exercices 2007 à 2012 pour la taxe sur la valeur ajoutée. Au cours de l'exercice, la société a reçu une première notification portant sur l'exercice 2009 pour l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu et les droits d'enregistrement ainsi que sur les exercices 2007 à 2009 pour la taxe sur la valeur ajoutée. Le management a apporté une réponse à cette première notification en rejetant l'essentiel des redressements.

Par ailleurs, la vérification au titre des exercices 2010 à 2012 portant sur l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu, les droits d'enregistrement et la taxe sur la valeur ajoutée est toujours en cours.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 6 février 2014

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit


Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78

Fawzi Britel
Associé

Mazars Audit et Conseil


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Bd. Abdelmoumen
20 360 ABDELMOUMEN
CASABLANCA
Tél : 0521 427 423 (L.G.)
Fax : 0521 423 490

Kamal Mokdad
Associé Gérant

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2013

A C T I F	2013	2012
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	3	1
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2	2
. À vue	2	2
. À terme		
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	33 773	36 829
. Crédits de trésorerie et à la consommation	23 523	25 331
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	10 250	11 498
. Autres crédits		
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE		
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété		
6. AUTRES ACTIFS	454 471	209 818
7. TITRES D'INVESTISSEMENT		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	3	3
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES		
10. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	10 181 338	10 169 945
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 239	15 676
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 207	6 638
TOTAL DE L'ACTIF	10 696 036	10 438 913

en milliers de dirhams

P A S S I F	2013	2012
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	6 184 581	5 805 074
. À vue	786 043	879 528
. À terme	5 398 538	4 925 546
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	368 418	386 358
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	360 374	380 791
. Autres comptes créditeurs	8 044	5 567
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	2 627 482	2 936 288
. Titres de créance négociables	2 580 500	2 880 500
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis	46 982	55 788
5. AUTRES PASSIFS	700 067	552 333
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9 654	4 955
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
8. SUBVENTIONS, FONDS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
9. DETTES SUBORDONNÉES	63 440	60 613
10. ÉCARTS DE RÉÉVALUATION		
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	122 660	122 660
12. CAPITAL	150 000	150 000
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	370 632	320 710
15. RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)		
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	99 102	99 921
TOTAL DU PASSIF	10 696 036	10 438 913

HORS BILAN

en milliers de dirhams

H O R S B I L A N	2013	2012
ENGAGEMENTS DONNÉS	335 653	273 551
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établiss. de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	335 653	273 551
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS REÇUS	1 850 000	2 050 000
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	850 000	850 000
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 000 000	1 200 000
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

en milliers de dirhams

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	2013	2012
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 663 387	3 570 096
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4. Produits sur titres de propriété		
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 652 694	3 563 366
6. Commissions sur prestations de service	10 691	6 699
7. Autres produits bancaires	2	30
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 364 914	3 280 722
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	276 652	283 949
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	41	1 376
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	144 419	131 566
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail	2 942 887	2 862 785
12. Autres charges bancaires	915	1 046
III. PRODUIT NET BANCAIRE	298 473	289 374
13. Produits d'exploitation non bancaire	3 992	3 497
14. Charges d'exploitation non bancaire	3 517	2 955
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	71 312	69 829
15. Charges de personnel	34 146	32 835
16. Impôts et taxes	1 653	1 604
17. Charges externes	31 678	31 941
18. Autres charges générales d'exploitation	142	126
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 692	3 323
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	120 897	101 210
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	91 789	85 600
21. Pertes sur créances irrécouvrables	24 108	15 610
22. Dotations aux autres provisions	5 000	-
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	55 659	42 084
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	54 486	40 950
24. Récupérations sur créances amorties	873	980
25. Autres reprises de provisions	301	153
VII. RÉSULTAT COURANT	162 398	160 958
26. Produits non courants	110	469
27. Charges non courantes	1 651	2 935
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	160 857	158 492
28. Impôts sur les résultats	61 755	58 571
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	99 102	99 921

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

en milliers de dirhams

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	2013	2012
1. (+) Intérêts et produits assimilés		
2. (-) Intérêts et charges assimilées	421 112	416 891
MARGE D'INTÉRÊT	-421 112	-416 891
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 652 694	3 563 366
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 942 887	2 862 784
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	709 808	700 582
5. (+) Commissions perçues	10 691	6 699
6. (-) Commissions servies	909	1 046
MARGE SUR COMMISSIONS	9 782	5 652
7. (+) Résultat des opérations sur titres de transaction		
8. (+) Résultat des opérations sur titres de placement		
9. (+) Résultat des opérations de change	-5	30
10. (+) Résultat des opérations sur produits dérivés		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	-5	30
11. (+) Divers autres produits bancaires		
12. (-) Diverses autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	298 473	289 374
13. (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	3 992	3 497
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	3 517	2 956
16. (-) Charges générales d'exploitation	71 312	69 830
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	227 636	220 085
17. (+) Dotations nettes des reprises aux prov. pour créances et engage. par signature en souffrance	60 539	59 279
18. (+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	4 699	-153
RÉSULTAT COURANT	162 398	160 959
RÉSULTAT NON COURANT	-1 541	-2 466
19. (-) Impôts sur les résultats	61 755	58 571
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	99 102	99 921
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	2013	2012
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	99 102	99 921
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immob incorp et corp	3 692	3 323
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
23. (+) Dotations aux provisions réglementées		
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions	301	153
26. (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
27. (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	503	
28. (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières		
29. (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	102 996	103 092
31. (-) Bénéfices distribués	50 000	50 000
(+) AUTOFINANCEMENT	52 996	53 092



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

en milliers de dirhams

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	2013	2012
Produits d'exploitation bancaire perçus	3 663 386	3 570 096
Récupérations sur créances amorties	873	980
Produits d'exploitation non bancaire perçus	4 102	3 966
Charges d'exploitation bancaire versées	622 218	370 163
Charges d'exploitation non bancaire versées	3 517	2 820
Charges générales d'exploitation versées	67 620	66 643
Impôts sur les résultats versés	58 571	65 373
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	2 916 434	3 070 043
Variation de :	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
Créances sur la clientèle	3 056	-20 573
Titres de transaction et de placement		
Autres actifs	-246 304	23 115
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-2 639 242	-3 323 511
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	339 277	-302 915
Dépôts de la clientèle	-20 420	-128 628
Titres de créance émis	-308 806	715 500
Autres passifs	13 832	22 310
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-2 858 607	-3 014 702
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	57 827	55 341
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	7 825	5 342
Intérêts perçus		
Dividendes perçus		
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-7 825	-5 342
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
Émission de dettes subordonnées		
Émission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	-50 000	-50 000
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-50 000	-50 000
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	3	-1
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1	2
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4	1

DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES

en milliers de dirhams

AUTRES PRODUITS ET CHARGES	2013	2012
Autres produits bancaires	2	30
Autres charges bancaires	915	1 046
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	-913	-1 016
Produits d'exploitation non bancaire	3 992	3 497
Charges d'exploitation non bancaire	3 517	2 955
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	475	542
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	120 897	101 210
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	55 659	42 084
Produits non courants	110	469
Charges non courantes	1 651	2 935
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	-1 541	-2 466

MARGE D'INTÉRÊTS

en milliers de dirhams

MARGE D'INTÉRÊTS	2013	2012
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	701 221	695 577
dont : Intérêts		
Commissions sur engagements		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
Produits sur titres de placement		
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	701 221	695 577
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-421 112	-416 891
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-421 112	-416 891
MARGE D'INTÉRÊTS	280 109	278 687

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

en milliers de dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL	17 335 378	3 438 018	2 667 213	18 106 183	3 839 343	7 554 220	105 215	64 614	370 625	10 181 338
ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	13 211 709	3 007 000	2 531 194	13 687 515	2 638 024	6 368 950	13 249	10 128	20 089	7 298 476
- Crédit-bail mobilier en cours	231 096	121 632	199 476	153 252						153 252
- Crédit-bail mobilier loué	12 946 913	2 861 853	2 330 404	13 478 362	2 639 654	6 316 826	13 070	9 136	19 876	7 141 660
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	33 699	23 515	1 314	55 900	-1 630	52 124	179	992	213	3 563
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	3 589 006	365 100	136 019	3 818 087	1 201 319	1 185 270	177	-	177	2 632 640
- Crédit-bail immobilier en cours	69 108	53 684	2 451	120 341						120 341
- Crédit-bail immobilier loué	3 515 588	298 848	129 258	3 685 178	1 198 600	1 182 551	177		177	2 502 450
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	4 310	12 568	4 310	12 568	2 719	2 719				9 849
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS	40 465	40 093		80 558						80 558
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	494 197	25 825		520 022			91 789	54 486	350 359	169 663
VNC EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	17 335 378	3 438 018	2 667 213	18 106 183	3 839 343	7 554 220	105 215	64 614	370 625	10 181 338

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

en milliers de dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amort. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 994	5 994	-	43 988	22 725	2 025		24 750	19 238
. Droit au bail	9 955			9 955					9 955
. Immobilisations en recherche et développement									-
. Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	28 039	1 190		29 229	22 725	2 025		24 750	4 479
. Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours		4 804		4 804					4 804
. Immobilisations incorporelles hors exploitation									-
. Immobilisations incorporelles encours									-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 812	6 325	7 601	11 536	7 042	1 686	3 561	5 167	6 369
- Immeubles d'exploitation									
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Bureaux									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	11 253	5 354	5 731	10 876	6 212	1 484	2 744	4 952	5 924
. Mobilier et matériel de bureau d'exploitation	3 642	2 696	2 995	3 342	2 949	526	2 744	731	2 611
. IMMO M.M.B. EN COURS	987		987						-
. Matériel Informatique	4 848	2 641		7 489	3 236	957		4 193	3 296
. Immo informatique en cours	1 749		1 749						-
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	27	17		44	27	1		28	16
. Autres matériels d'exploitation (AGTS AMEG INST)									-
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 208	885	1 031	1 062	802	202	817	187	875
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation en cours	839	83	839	83					83
- Immobilisations corporelles hors exploitation	351	3		354	28			28	326
. Terrains hors exploitation	189			189					189
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	162	3		165	28			28	137
TOTAL	51 645	12 319	7 601	56 363	29 767	3 711	3 561	29 917	26 446

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUELLE

en milliers de dirhams

Nature	Cut off	Encours en stade de préloyer	Durée ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
Emplois								
Créances sur les établissements de crédit et assimilés								
Créances sur la clientèle				3	138	23 821	9 811	33 773
Titres de créance								
Créances subordonnées								
Crédit-bail et assimilé (encours extrait de la comptabilité financière)	157 891	265 862	74 897	24 846	332 756	5 989 342	3 295 701	10 141 295
TOTAL	157 891	265 862	74 897	24 849	332 894	6 013 163	3 305 512	10 175 068
Ressources								
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés			750 000	600 000	400 000	3 580 000		5 330 000
Dettes envers la clientèle					236 538	110 622		347 160
Titres de créance émis					1 600 500	980 000		2 580 500
Emprunts subordonnés							50 000	50 000
TOTAL				200 000	2 237 038	4 670 622	50 000	8 307 660



DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

en milliers de dirhams

DETAIL DES AUTRES ACTIFS	2013	2012
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS		
Instruments optionnels de taux d'intérêts achetés		
Instruments optionnels de cours de change achetés		
Instruments optionnels sur actions et indices boursiers achetés		
Autres instruments optionnels achetés		
DÉBITEURS DIVERS	351 649	142 611
SOMMES DUES PAR L'ÉTAT	150 791	140 497
SOMMES DUES PAR LES ORGANISMES DE PRÉVOYANCE		
SOMMES DIVERSES DUES PAR LE PERSONNEL	214	261
COMPTES CLIENTS DE PRESTATIONS NON BANCAIRES		
DIVERS AUTRES DÉBITEURS	200 644	1 853
Dépôts de garantie versés sur opérations de marché		
Dépôts et cautionnements constitués		
Sommes diverses dues par les actionnaires et associés		
Divers autres débiteurs	200 644	1 853
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS		
Avoirs en or et métaux précieux		
Stocks de fournitures de bureau et imprimés		
Immobilisations acquises par voie d'adjudication		
Immobilisations détenues dans le cadre de la promotion immobilière		
Timbres		
Autres valeurs et emplois divers		
COMPTES DE RÉGULARISATION	102 822	67 207
COMPTES D'AJUSTEMENT DES OPÉRATIONS DE HORS BILAN		
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
COMPTES D'ÉCARTS SUR DEVICES ET TITRES		
Écarts de conversion sur devises non cotées		
Écarts de conversion sur devises avec garantie de change		
Écarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise		
Écarts de conversion sur autres devises		
RÉSULTATS SUR PRODUITS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées		
Pertes à étaler sur opérations de couverture dénouées		
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	531	243
Frais préliminaires		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Primes d'émission ou de remboursement des titres de créance émis		
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	531	243
COMPTES DE LIAISON ENTRE SIÈGE, SUCCURSALES ET AGENCES AU MAROC		
PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	128	982
Produits à recevoir		
Charges constatées d'avance	128	982
AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION	102 163	65 982
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES		
TOTAL DE L'ACTIF	454 471	209 818

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

en milliers de dirhams

DETAIL DES AUTRES PASSIFS	2013	2012
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
Instruments optionnels de taux d'intérêts vendus		
Instruments optionnels de cours de change vendus		
Instruments optionnels sur actions et indices boursiers vendus		
Autres instruments optionnels vendus		
CRÉDITEURS DIVERS	479 996	351 668
SOMMES DUES À L'ÉTAT	165 498	161 064
SOMMES DUES AUX ORGANISMES DE PRÉVOYANCE	1 208	1 167
SOMMES DIVERSES DUES AU PERSONNEL	10 189	9 341
SOMMES DIVERSES DUES AUX ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS		
Dividendes à payer		
Versements reçus sur augmentation de capital		
Comptes courants d'associés créditeurs		
Autres sommes dues aux actionnaires et associés		
FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES	271 587	144 412
DIVERS AUTRES CRÉDITEURS	31 514	35 685
Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché		
Coupons sur titres de créance émis à payer		
Titres émis amortis et non encore remboursés		
Divers autres créditeurs	31 514	35 685
COMPTES DE RÉGULARISATION	220 070	200 665
COMPTES D'AJUSTEMENT DES OPÉRATIONS DE HORS BILAN		
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
COMPTES D'ÉCARTS SUR DEVICES ET TITRES		
Écarts de conversion sur devises non cotées		
Écarts de conversion sur devises avec garantie de change		
Écarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise		
Écarts de conversion sur autres devises		
RÉSULTATS SUR PRODUITS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées		
Gains à étaler sur opérations de couverture dénouées		
COMPTES DE LIAISON ENTRE SIÈGE, SUCCURSALES ET AGENCES AU MAROC		
CHARGES À PAYER ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	220 070	200 665
Charges à payer	220 070	18 261
Produits constatés d'avance		182 405
AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	700 066	552 333

DÉTAIL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en milliers de dirhams

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	2013	2012
. Charges de personnel	33 788	32 835
- Salaires et appointements	17 459	16 675
- Charges sociales	4 989	4 744
- Autres charges de personnel	11 340	11 416
. Impôts et taxes	1 653	1 604
. Charges externes	32 030	31 941
- Loyers de crédit-bail et de location	4 431	3 762
- Frais d'entretien et de réparation	3 991	3 343
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 711	15 873
- Transports et déplacements	742	533
- Publicité, publications et relations publiques	2 121	3 662
- Autres charges externes	5 034	4 768
. Autres charges générales d'exploitation	140	127
- Frais préliminaires		
- Frais d'acquisitions des immobilisations		
- Autres charges réparties sur plusieurs exercices		
- Dons, libéralités et lots	134	126
- Diverses autres charges générales d'exploitation	6	1
. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 693	3 323
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	2 025	2 442
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 668	881
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles		
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles		
TOTAL	71 304	69 830

COMMISSIONS

en milliers de dirhams

COMMISSIONS (VERSEES)	2013	2012
- Commissions sur moyens de paiement	467	464
- Commissions sur prestations de service sur crédit	3	1 224
- Autres commissions sur prestations de service	14 095	14 294
TOTAL	14 565	15 982

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

en milliers de dirhams

I- PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Contrat de crédit-bail

Le contrat de cbail est un contrat de location à durée irrévocable, variant selon la nature du bien entre 36 et 120 mois, à l'issue duquel le locataire a le choix entre trois options : racheter le matériel à sa valeur résiduelle déterminée contractuellement, renouveler le contrat pour une nouvelle période de location ou rendre le matériel à la société.

II- ACTIF IMMOBILISÉ

A - ÉVALUATION A L'ENTRÉE : Coût d'acquisition

B. MÉTHODE D'AMORTISSEMENT

- La base de calcul des amortissements des biens donnés en location correspond à la valeur d'acquisition de l'immobilisation diminuée de la VR

- Les amortissements sont calculés suivant la même durée que le contrat de leasing y afférent, dans les limites permises par l'administration fiscale

- La date de calcul de l'amortissement fiscal démarre le même mois de départ de location (1er loyer).

III- ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

A - ÉVALUATION A L'ENTRÉE : Valeur nominale

B - MÉTHODE D'ÉVALUATION DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

Conformément à la circulaire 19/G/2002, les règles de classification des créances en souffrances et leur couverture par les provisions se présentent comme suit :

Classification	Ancienneté	Taux de provision
Créances préouteuses	Impayés → = 90 jours	20 % manière globale
Créances douteuses	Impayés → = 180 jours	50 % manière globale
Créances compromises	Impayés → = 360 jours	100 % cas par cas

La base de calcul des provisions est constituée : Des loyers échus impayés, lorsque la créance est considérée comme pré douteuse ou douteuse. du total formé par les loyers échus impayés et la valeur nette comptable (VNC), diminué de la valeur marchande du bien, lorsque la créance est classée dans la catégorie des compromis.

IV- FINANCEMENT PERMANENT	V - PASSIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)
1. Méthode d'évaluation : Valeur nominale	1. Dettes du passif circulant
2. Méthode de détermination des écarts de conversion Passif	- Valeur nominale
- Ecart entre le cours historique et le cours au 31 décembre	2. Méthode de détermination des écarts de conversion Passif
	- Ecart entre le cours historique et le cours au 31 décembre



ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS	2013	2012
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	335 653	273 551
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
Crédits documentaires import		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	335 653	273 551
Engagements irrévocables de crédit-bail	335 653	273 551
Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 850 000	2 050 000
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	850 000	850 000
Autres engagements de financement recus	850 000	850 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 000 000	1 200 000
Autres garanties reçues	1 000 000	1 200 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établ. de crédit & assimilés au Maroc	Etabl. crédit à l'étranger	2013	2012
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS		2			2	2
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS FINANCIERS						
AUTRES CRÉANCES						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL		2			2	2

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS	Secteur public	Secteur privé			2013	2012
		Entreprises financières	Ets non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				23 523	23 523	25 331
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS				10 250	10 250	11 498
AUTRES CRÉDITS						
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE			520 022		520 022	494 197
- Créances pré-douteuses			24 168		24 168	32 729
- Créances douteuses			22 837		22 837	27 423
- Créances compromises			473 017		473 017	434 045
TOTAL			520 023	33 773	553 795	531 026

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

en milliers de dirhams

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			2013	2012
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES À VUE CRÉDITEURS						
COMPTES D'ÉPARGNE						
DÉPÔTS À TERME			351 955		351 955	374 852
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS			8 044		8 044	5 568
INTÉRÊTS COURUS À PAYER			8 419		8 419	5 938
TOTAL			368 418		368 418	386 358

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées									
WAFI COMMUNICATION	Publicité	3 000	5,33%	160	3	31/12/12	254	-135	
Autres titres de participation									
NÉANT									
TOTAL				160	3				

DETTES SUBORDONNÉES

en milliers de dirhams

RUBRIQUES	Montant global	Non apparenté	Apparentes				2013	2012
			Ets de cred & assim	Ets financières	Ets non financières	Autres apparentes		
DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE INDÉTERMINÉE	50 000		50 000				50 000	50 000
Titres subordonnés à durée indéterminée								
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des ets de crédit	50 000		50 000				50 000	50 000
DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE DÉTERMINÉE								
Titres subordonnés à durée déterminée								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des ets de crédit								
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	13 440		13 440				13 440	10 613

CAPITAUX PROPRES

en milliers de dirhams

CAPITAUX PROPRES	Encours 2012	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 2013
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	122 660			122 660
Réserve légale	15 000			15 000
Autres réserves	82 660			82 660
Primes d'émission, de fusion et d'apport	25 000			25 000
Capital	150 000			150 000
Capital appelé	150 000			150 000
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	320 710	99 921	-50 000	370 631
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	99 921	-99 921	99 101	99 101
TOTAL	693 292	-	49 101	742 393



DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	2013	2012
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		776 408			776 408	871 131
VALEURS DONNÉES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS FINANCIERS		5 330 000			5 330 000	4 896 000
AUTRES DETTES						
INTÉRÊTS COURUS A PAYER		78 172			78 172	37 941
TOTAL		6 184 580			6 184 580	5 805 072

PROVISIONS

en milliers de dirhams

PROVISIONS	Encours 2012	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 2013
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF SUR:	330 180	95 087	54 486		370 781
Créances sur les établissements de crédit et assimilés créances sur la clientèle					
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés	157				157
Immobilisations en crédit-bail et en location autres actifs	330 023	95 087	54 486		370 624
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	4 955	5 000	301	-	9 654
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	4 955	5 000	301		9 654
Provisions réglementées					
TOTAL	335 135	100 087	54 787	-	380 435

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

en milliers de dirhams

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnée	Montants des créances et des engagements par signature donnée couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques	853 446		
Autres valeurs et sûretés réelles	1 727 352		
TOTAL	2 580 798		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des créances et des engagements par signature donnée couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées		NÉANT	
Autres titres		NÉANT	
Hypothèques		NÉANT	
TOTAL			

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 30 avril 2014

PREMIÈRE RÉSOLUTION :

L'audition et la discussion des rapports du directoire, des commissaires aux comptes (général et spécial) et du Conseil de surveillance n'a pas soulevé de remarques particulières de la part de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, sur les conventions relevant de l'article 95 de la loi du 30 août 1996, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

DEUXIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du directoire, du conseil de surveillance et des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013, approuve les comptes et le bilan tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes, se soldant par un bénéfice net de 99 100 891,77 DH.

TROISIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du directoire et du conseil de surveillance, d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2013, soit la somme de 99 100 891,77 DH comme suit :

Bénéfice net social de l'exercice	= 99 100 891,77 DH
+ Report à nouveau créditeur	= 370 631 854,42 DH

= Bénéfice distribuable	= 469 732 746,19 DH
- Dividende 2013	= 50 000 000,00 DH
= Report à nouveau créditeur	= 419 732 746,19 DH

Ainsi, le report à nouveau créditeur après affectation s'établit à 419 732 746,19 DH.

QUATRIÈME RÉSOLUTION :

Par suite de l'adoption des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale confère à tous les membres composant le directoire et le Conseil de surveillance quitus définitif, et sans réserve, de leur gestion pendant l'exercice 2013 dont les comptes ont été ci-dessus approuvés et aux commissaires aux comptes pour leur mandat durant ledit exercice.

CINQUIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire original, d'une expédition ou d'un extrait du présent procès verbal pour accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

LEXIQUE & ABRÉVIATIONS

- APSF** : Association Professionnelle des Sociétés de Financement
BAM : Bank Al-Maghrib
BM : Banque Mondiale
BTP : Bâtiment et travaux publics
CBM : Crédit Bail Mobilier
CBI : Crédit Bail Immobilier
CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
FMI : Fond Monétaire International
FBC : Formation Brute du Capital
GE : Grande(s) Entreprise(s)
HCP : Haut Commissariat au Plan
IMME : Industries métalliques, mécaniques, électriques et électroniques
MADEX : Most Active Shares Index
MASI : Moroccan All Shares Index
MRE : Marocains résidant à l'étranger
OCP : Office Chérifien des Phosphates
PME : Petite(s) et Moyenne(s) Entreprises
PIB : Produit Intérieur Brut
PNB : Produit Net Bancaire
TPE : Très Petite(s) Entreprise(s)
UMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine







وفا بای
Wafabail